

La Cocof reçoit les services médico-sociaux pour une table ronde sur la prostitution

# Le point sur le macadam qui rapporte

*Au menu : traite des êtres humains, toxicomanie, santé mentale et prévention*

Un an après les incidents qui ont agité les ruelles chaudes de Saint-Josse, la commission de la santé de l'assemblée de la Commission communautaire française (Cocof) a reçu, avant les vacances de Pâques, l'ensemble des services médico-sociaux pour faire le point sur l'action des travailleurs de première ligne qu'ils soient généralistes ou spécialisés dans la problématique prostitutionnelle bruxelloise. Autour de la table : Espace P, Le Nid, Pag-Asa, la ligue francophone de santé mentale, la fédération des institutions bruxelloises pour la toxicomanie, la fédération des centres de service social et le Centre pour l'égalité des chances.

En mai dernier, le quartier de la rue des planètes, où les néons rosés ont remplacé l'éclairage public, a été le théâtre d'affrontement entre des jeunes du quartier et des prostituées, du quartier elles aussi. Dos à dos, les pauvres se sont fait la guerre sur le champ de bataille de Saint-Josse : prostituées « d'ici » installées « avant les Turcs et les Arabes », prostituées venues d'Afrique ou des pays d'Europe de l'Est « qui bradent les prix » et adolescents moralisateurs qui bouillonnent « de rendre leur quartier propre ». Les incidents de 98 déclinent les contradictions et les difficultés des quartiers de Bruxelles qui cumulent environnement urbain dégluqué, pauvreté endémique, bouillon de cultures et concurrence féroce entre prostituées.

L'ensemble des acteurs de terrain invités ont chacun à leur manière replacé la prostitution dans le cadre plus large de leur compétence replaçant le « plus vieux métier du monde » dans une constellation de phénomènes sociaux, psychologiques, éco-

nomiques, sanitaires et légaux. Ainsi la prostitution ne peut se réduire à une grille d'analyse unique qui permettrait de prendre la mesure du phénomène. La succession des interventions a souligné combien un travail pluridisciplinaire reste nécessaire. Mais elle a également mis en évidence l'ampleur des divergences sur la manière d'appréhender le phénomène. Le pari d'un travail en commun productif n'est donc pas gagné d'avance.

L'ensemble des intervenants ont insisté sur les difficultés pour les services mis en place pour l'ensemble de la population d'atteindre les individus prostitués qui ont besoin d'aide. Milieu clandestin et violent, il y règne un esprit de méfiance du monde institutionnel qu'il soit médical ou social. La peur des rétorsions infligées par le milieu pour ceux et celles qui font appel à l'extérieur freine également le processus.

La prostitution bruxelloise ne peut être comprise dans son ensemble sans prendre en considération la traite des êtres humains, la politique nationale en matière d'immigration, l'accès aux soins de santé et la réglementation belge en matière de prostitution. Ainsi, a expliqué Sophie Wirtz, du centre de d'accompagnement et de réinsertion des personnes qui recherchent une alternative à la prostitution, *Le nid*, les prostitué(e)s sont dans une situation sanitaire catastrophique : souvent sans mutuelle ni sécurité sociale, elles n'ont comme solution médicale que l'hôpital Saint-Pierre qui fait, à cet égard, un travail exceptionnel.

## Un PRD pour la prostitution

Anne-Sophie Dutrieux, de l'association *Pag-Asa* qui accueille à Bruxelles les victimes de la traite des êtres humains, a détaillé le labyrinthe administratif et judiciaire que doivent parcourir les femmes et les hommes en situation irrégulière, exploités dans un réseau de travail ou de prostitution, et qui tentent d'y échapper.

Catherine François, d'*Espace P Bruxelles* (centre d'accompagnement et d'information des personnes prostituées mais aussi de leurs clients) a relancé l'idée d'un moratoire sur les quartiers de prostitution dans la capitale et l'élaboration d'un « PRD » dans cette matière. Les communes ne devraient pas assumer seules le poids de la prostitution. Le principe de la solidarité communale devrait également jouer pour la prostitution.

Pour elle, « la gestion publique de la prostitution passe par un débat public et éthique courageux qui parte d'un point de vue pragmatique et qui permette, grâce à un contrôle public accru, aux personnes prostituées de travailler dans de meilleures conditions ».

● Françoise Raes



Un an après les événements de Saint-Josse, la Cocof a réuni autour de la table les services médico-sociaux bruxellois pour faire le point sur la prostitution dans la capitale.

photo Jean-Marie Debèque

En brèves...